



Taux actuels de d'émaciation : 1.6% retard de croissance : 7.1% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 2.2%

Source: Gouvernement brésilien (PNDS, 2006-07)

### Bons résultats

- Brésil : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Brésil : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes, droits qui sont respectés dans la pratique. Cela réduit la vulnérabilité des femmes à la faim et à la malnutrition.
- Brésil : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Brésil : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Brésil : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Brésil : en 2015, 97.9% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Brésil : 99.4% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Brésil : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.
- Brésil : les dispositifs de protection sociale sont très développés mais ne couvrent pas tous les risques ni l'ensemble de la population.

### Points à améliorer

- Brésil : dans ce pays, la loi garantit l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes. Cependant, elle n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Brésil : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 13.8 % des enfants en 2013.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	1.7%	2014	39e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	7.7%	2015	14e
<b>Politiques</b>			
🏠 Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2016	6e
🏠 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Bon	2013	1er
🏠 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	95.9%	2014	4e
🏠 Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Bon	2016	1er
<b>Lois</b>			
⚖️ Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Bon	2017	1er ex aequo
⚖️ Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi et dans la pratique	2014	1er ex aequo
⚖️ Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
⚖️ La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
🏠 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	13.8%	2013	42e
🏠 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
🏠 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	97.9%	2015	2e
🏠 Population ayant accès à un assainissement amélioré	86.1%	2015	1er
🏠 Visites médicales pour les femmes enceintes	99.4%	2014	1er
🏠 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Modérée	2016-2019	21er
🏠 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
🏠 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
🏠 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
🏠 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
⚖️ Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel